

# **GEOSTRATEGIE DES MEDIAS DANS LE PROCESSUS DE PREVENTION, DE GESTION, DE RESOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS ARMES ET POLITIQUES**

**Arsele Alphonse ELEMVA ELEMVA**

*Doctorant, Historien des Relations Internationales, Analyste politique, s'intéresse aux questions de gouvernances, des médias de la démocratie et des conflits. / Université de Yaoundé I au Cameroun.*

*Arseleelemva@gmail.com*

**Simon Modeste NKOA EBOLO**

*Historien des relations internationales et chercheur/  
Université de Yaoundé I.*

*Nkoaebolosimonmodeste@gmail.com*

## **Résumé**

*La prévention et la résolution pacifique ont été les principales missions assignées à la nouvelle organisation dénommée Onu, après l'échec de la Société Des Nations SDN. La prévention et la résolution pacifique des conflits armés et politiques sont l'un des grands défis du 21<sup>e</sup> siècle ayant constaté les limites de l'intervention militaires dans la résolution des crises. En effet, les médias interagissent de manière significative dans le processus de pacification de la vie sociopolitique. Dans la plupart des Etats, certains acteurs pensent encore à tort que consolidation de la paix puisse passer uniquement par la présence des forces de défense et de sécurité. Pour élaborer ce travail, nous avons utilisé la méthode hypothético déductive.*

*La cartographie conflictogène et certains polémologues comme Carl Von Clausewits ou Sun Tsu nous démontrent que la nouvelle approche dans la prévention et la résolution des conflits ne saurait occulter la présence des médias d'où les expressions telles que « journalisme sensible aux conflits, reporters de guerre... ». Autrement dit, les médias sont des acteurs incontournables dans la médiation conflictuelle de la scène politique et des conflits armés. Les raisons qui mettent en relation les conflits armés et politiques sont multiples. Selon plusieurs organisations non gouvernementales telles green peace pour ne citer que celle-ci, il ressort que la majorité des conflits armés tirent leurs origines dans l'insuffisance de la gouvernance sociopolitique tel est le cas du printemps arabe, de la crise post-électorale Ivoirienne qui a débouché sur un conflit armé entre les forces pro Gbagbo et certains éléments de l'armée française, et bien d'autres encore.*

*Le changement de paradigme dans le modus opérandi de la prévention et de la résolution pacifique des conflits s'opère directement par l'action que les médias doivent opérer pour consolider la paix dans l'esprit des hommes comme le souligne l'Unesco depuis 1989 : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être levées les défenses de la paix ». Dans cette perspective, la communication implémentée par les médias se trouve au cœur d'une consolidation de paix durable d'où l'importance et l'étude de cette thématique. Comme résultat final de cette étude, il en ressort que les médias constituent aujourd'hui une arme très efficace qui permet de résoudre et de prévenir pacifiquement les conflits armés et politiques dans le monde.*

**Mots- clés :** Médias, Conflits armés, conflits politiques, Crise, communication

## **Introduction**

Les médias sont incontestablement les lieux de diffusion collective de messages susceptibles de pénétrer jusque dans l'intimité des familles. L'immédiateté de la réception des messages radiodiffusés et télédiffusés, ainsi que la permanence des informations de la presse écrite, sont autant de potentialités que les gouvernants mettent à profit pour créer un climat de compréhension et de cohésion nationale. La radio, la télévision et la presse écrite sont des facteurs d'éveils politiques d'une conscience collective. Nous avons choisi de mener un travail en rapport avec les médias et les conflits, car nous avons constaté que la plupart des conflits armés prennent leurs sources dans les combats politiques qui minent le monde. Ainsi, les médias jouent un rôle primordial dans la pacification de la vie sociopolitique. Dans ce travail, les médias désignent l'ensemble des moyens de communication qui permettent d'échanger avec un plus grand nombre de personnes. Chaque travail est axé sur une base théorique qui permet de mieux saisir les faits sociaux dans un sens Durkheimien. En ce qui concerne la théorie interactionniste, la communication politique n'est pas limitée à l'utilisation de signes codés puisque toute la vie sociale est construite au tour de la communication. Il faut souligner que le

pouvoir défini comme capacité de rendre ses préférences efficaces, utilise les symboles, messages comme des ressources. L'interactionnisme symbolique c'est lorsque les personnes peuvent interpréter directement les comportements de certains acteurs politiques dans le cadre des missions qui leur sont assignées. Dans le même sillage, il existe la théorie dialogique. Selon cette dernière, c'est par la communication que les hommes peuvent établir le consensus pour une résolution pacifique des conflits politiques et armés. La théorie structuro-fonctionnaliste appréhende la communication politique comme un ensemble des processus interactifs entre les éléments d'un système politique et son environnement. Cette théorie se situe dans une logique de circulation de l'information à travers des flux qui assurent l'adaptation de chaque système d'information à son environnement. Il est question ici d'adopter une approche hypothético-déductive, c'est-à-dire une approche qui vise à collecter à base des hypothèses pour vérifier les faits. Le problème est pour Michel Beaud un ensemble construit autour d'une question principale, des hypothèses de recherche et des lignes d'analyses qui permettront de traiter le sujet. Dès lors, la trame centrale de ce sujet est celle d'examiner comment les médias interagissent pour résoudre et prévenir les conflits. L'importance de l'étude scientifique de cette thématique n'est plus à démontrer avec la fréquence élevée des conflits sur la scène internationale.

## **I- La « Re » définition d'une nouvelle approche médiatique en temps de conflit.**

S'intéresser aux reporters de guerre civils ou militaires et à leurs investigations permet d'étudier sous un angle plus original et pluridisciplinaire l'historiographie des conflits contemporains qui minent le monde. Les conflits armés se définissent comme étant l'affrontement entre l'armée républicaine et les groupes dissidents armés, ici on a les conflits armés internationaux et les

conflits armés non internationaux. Tandis que les conflits politiques opposent les différents acteurs sociopolitiques discutant le pouvoir.

### **1.1 Comment informer l'opinion pour limiter les dégâts dans un conflit**

Pour limiter les dégâts dans un conflit, les responsables politiques et les médias doivent éviter de décrire le conflit comme opposant uniquement deux camps. Il faut effectuer des reportages pour montrer l'impact négatif du conflit sur le vécu quotidien des populations, en interviewant par exemple les parents des élèves des zones en crises, les commerçants et autres personnes apolitiques qui peuvent changer la mentalité des belligérants. En outre, il faut éviter de communiquer exclusivement sur les désaccords des parties en conflit. Il est judicieux de poser aux parties opposées des questions qui favorisent une base de négociation. Dans la même logique, il faut éviter l'usage de certaines expressions telles que « dévasté, tragédie, terrorisé... ». En utilisant ces mots, une autorité ou un média perd la neutralité au sein de l'opinion publique en renforce par conséquent la haine et la vengeance du camp adverse « *Ims and Impacts*, 2003 : 18). Ces techniques, bien qu'il en existe d'autres permettent d'apaiser la haine dans un conflit et favorisent les pourparlers.

#### **1.1.1 Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflits**

Cette charte permet aux acteurs des médias de bien mener leurs investigations en zone de crise ou de conflit. Dès lors les médias, les pouvoirs publics s'engagent à donner une information impartiale et assurent la protection des journalistes. En outre, les conflits armés impliquent pour les professionnels de l'information une prise de risques et un engagement personnel qui justifient qu'ils ne partent que de leur plein gré (*Reporters sans frontières*, Mars, 2003 :1). Dans la même logique, les

médias doivent envoyer sur le terrain du conflit, un personnel spécialisé et plus expérimenté en matière de couverture des crises, ils doivent être équipés par un matériel de sécurité de haute intensité. Les journalistes qui couvrent les conflits doivent aussi avoir une protection juridique. En effet, les journalistes en zone de conflits sont considérés comme des civils et ne doivent pas être attaqués par les parties en conflits, selon l'article 79 du premier protocole additionnel aux conventions de Genève. Cependant, les journalistes ne doivent entreprendre des actions telles que l'espionnage ou la manipulation de l'information (Arsele Elemva, 2022 :14). Une attaque délibérée causant la mort ou des atteintes grave à l'intégrité d'un journaliste constitue une infraction grave au protocole, c'est-à-dire un crime de guerre gré (Reporters sans frontières, Mars, 2003 :1).

## II- L'implication des médias dans les conflits

Il est question dans ce travail de présenter par quels mécanismes les médias influencent les opinions des populations ainsi que sur la durée d'un conflit. Notre analyse met en évidence deux différentes manières : soit pour pérenniser, soit pour trouver des issus de sortie.

Nous ne sommes pas des donneurs de leçons. Nous voulons attirer l'attention des hommes de médias tous confondus, sur le rôle qu'ils ont à jouer dans la promotion d'une paix durable et la gestion des conflits afin d'éviter certaines dérives. Car pour reprendre le **Pr. Jean-Emmanuel Pondi (internationaliste, vice-recteur de l'université de Yaoundé II-Soa, chargé de l'enseignement professionnel), lors d'un séminaire d'échange organisé par l'Association africaine des formateurs au maintien de la paix (Apsta) avec les hommes de médias camerounais le 16 décembre 2021** sur le thème « *Médias et maîtrise de l'information pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.* » les « *médias sont l'interface entre les populations et les décideurs. Ils sont capables*

*d'apaiser une situation, la stabiliser ou la précipiter vers le chaos* ». Il s'agit donc en quelque sorte d'une mise en garde pour tenter d'éviter les dégâts précédents. Car c'est dans le traitement et le rendu de l'information que les choses peuvent être dénaturées.

## **1. Médias et amplification des conflits**

Dans nombreux de conflit tels que le conflit Ukraino-russe, sénégal-mauritanien, le génocide rwandais, les différentes crises politiques en côte d'ivoire (la guerre politico-militaire du 19 septembre 2002 à la suite du coup d'Etat manqué du 10 septembre 2002 ; et la crise post-électorale de 2011 après le second tour de l'élection présidentielle ivoirienne de 2010) et dans les régions anglophones du Cameroun, etc., les médias ont joué un rôle dans l'amplification des conflits.

### **1.1. Les dérives criminelles de certains médias**

Notre analyse s'articule principalement sur les cas du Rwanda et du Burundi qui font partie pour nous des massacres les plus atroces du XXe siècle envenimés par les médias. Il ne s'agit pas d'une sorte d'apologie, mais d'une prise de conscience sur les ravages auxquels ils sont susceptibles de provoquer à travers cette dérive professionnelle (l'amplification). Pour ce qui est du Rwanda, la RTLM (Radiotélévision mille collines) est accusée d'avoir propagé la haine contre les Tutsis (le Rwanda compte 2 principales ethnies qui n'arrivent pas à cohabiter depuis l'époque coloniale : la majorité HUTU qui représente environ 88% de la population et la minorité TUTSI qui représente environ 12%) et d'avoir attisé une guerre qui a fait entre 800.000 (G.Prunier, 1998,p.264) et un million (1.000.000) de morts . Soit l'élimination de 84% de Tutsi environ (Marijke verpoorten, p.403). C'est-à-dire, l'extermination de 11 à 15 % de population civile ; soit plus de morts en trois mois au Rwanda qu'en six ans dans tous les pays alliés d'Europe de l'ouest réunis,

déportés inclus, (Forest Claude, 2010) lors de la deuxième guerre mondiale. Plusieurs animateurs et journalistes de cette radio ont été accusés et condamnés (pour crime contre l'humanité) dont les plus célèbres sont valerie Bemeriki et hassan Ngeze « jugés pour avoir exhorté les hutus (à travers les ondes) à l'éradication des tutsis. Les deux qui purgent respectivement dans les prisons de Kigali et en Tanzanie des peines de réclusion à perpétuité et de prison à perpétuité », ont reconnu leurs actes malsains sur le déroulement du génocide rwandais. Dans les faits, dans une bande vidéo du journaliste Pierre Bavaud, réalisée par Alexandre Bugnon et David Goland, la RTLM dévoile où sont cachées certaines personnes, incitant les extrémistes hutu à effectuer « rapidement le travail » (Expression qui fait référence au massacre des Tutsis ) et félicitant les actes de tueries : « *voici les noms des complices du FPR (Front Patriotique Rwandais ) ...Sebukinganda, fils de Butete, qui vit à Kigaho* » ; « *toute présence d'Inyenzi.* (« les cafards » nom par lequel les journalistes de la tristement célèbre radio des « mille collines » désignent les hutus neutres et leurs ennemis tutsis) *n'est plus signalée à Rebero...félicitation une fois de plus aux forces armées rwandaises...* » (Pierre Bavaud, 2014). Ainsi pour reprendre l'historien rwandais marcel kabanda, « *les miliciens ont la radio en main et la machette dans une autre. L'ordre passe par la radio et l'exécution se passe par la machette* » (Marcel kabanda, 1995). Voilà en quelques phrases comment des journalistes ont envenimé une situation qui aurait pu se dénouer autrement.

Au Burundi voisin grâce à la ressemblance sociale et culturelle, les échanges de réfugiés, le combat est le même (marquée par la rivalité entre les hutus et les tutsis), à la seule différence que l'acte malsain est l'œuvre d'une multitude de médias. Regroupés en deux catégories (d'un côté les extrémistes Tutsis regroupés autour des médias tels le *carrefour des idées, patriote, l'indépendant* et la *balance* ; de l'autre côté on retrouve *rutumorangingo, le témoin nyabusorongo, le miroir, l'éclaireur*

etc., publiés par les extrémistes Hutus). Ces médias usent de la même formule que la radio RTL (propagation et appel à la haine).

Il s'agit là des médias incendiaires accusés d'avoir incité des attaques et tueries au Burundi. La *radio Rutomorangingo*, devenu plus tard radio *démocratie* c'était donné pour objectif de fragiliser l'armée républicaine quelle estimait être la propriété des Tutsis. Des appels à haine radiophonique se multiplient comme ces déclarations lors d'une émission de décembre 1995 : « *à tous les burundais ! faites des arcs et des flèches empoisonnées, restez vigilants et combattez les soldats de bikomagu* (Ancien chef d'Etat-major burundais) ...*nous vous conduirons vers la victoire lors des combats* » (IRIN new humanitarian, 1998 :4). Des propos belliqueux qui montrent à suffisance le rôle actif joué par des médias dans l'extermination systématique des populations. Un rôle trouble qui a causé de pertes en vies humaines sans compter les dommages et préjudices moraux et physiques comme les viols de jeunes filles, immigrations forcés. Un véritable témoignage d'un des pires crimes contre l'humanité en Afrique.

## **1.2. Certaines manœuvres incitatives de haine**

Des régulateurs de médias dans les différents pays en crises menacent régulièrement de sanctionner les organes de presse et audiovisuel diffusant des discours haineux ou révolutionnaires. Pour la plupart il s'agit de médias présentant un « caractère anti constitutionnel » de nature à porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un Etat, et inciter des troubles, la haine. Les « discours haineux » ou « discours de haine » sont définis par l'ONU

*Comme tout type de communication par la parole, l'écrit ou le comportement qui attaque ou utilise un langage péjoratif ou discriminatoire visant une personne ou un groupe en raison de ce qu'ils sont, sur la base de leur religion, leur appartenance ethnique, de leur nationalité, de leur race, de leur*



*couleur, de leur ascendance, de leur sexe ou d'autres formes d'identité.* (ONU, 2019 p.3).

Les discours haineux étant utilisés pour déshumaniser les personnes combattues, notre doigt accusateur porte sur les médias qui prennent plaisir à désinformer, intoxiquer et manipuler. Le traitement médiatique de la crise anglophone au Cameroun varie à mesure que les intérêts (politique, économique, sociaux, stratégique, etc.) divergent. Pour rappel cette crise qui sévit dans les deux régions anglophones camerounaise (Nord-ouest et Sud-ouest) bat son plein depuis octobre 2016 avec des questions de fédéralisme, sécessionnisme, marginalisation.

Comment comprendre cette Une du journal *le messenger* du 05 septembre 2022 « *NoSo, péril sur la rentrée scolaire* » ? Il s'agit là d'une information qui non seulement sème le doute et la peur dans les cœurs des parents, mais également ternit tous les efforts de paix, de cohésion sociale et de sécurité consentis par le gouvernement en place pour que la rentrée des classes redevienne effective dans cette zone du Cameroun en proie à une crise qui au départ était taxée sociale devenue bien après séparatiste. Heureusement, le quotidien *The Guardian post* (connu pour ses prises de positions tranchées contre le régime en place) du même jour nous rassure en ces termes dans sa Une "*after six years of school boycott calls : Time for separatists to allow effective schooling in NW, SW North West-South West*". Venant d'un tel média, il y'a de quoi être rassuré. Comment expliquer que le (*messenger*) ait ignoré le meurtre d'une rare violence de la jeune gardienne à la prison de Bamenda Florence Ayakor le 29 septembre 2019 par des terroristes sécessionnistes dont *la dépouille avait subi les pires sévices, après avoir été violée à tour de rôle, égorgée vivante puis décapitée* et postée sur les réseaux sociaux ; et que dans sa Une du 15 octobre 2021 ce dernier soit touché par l'homicide involontaire de la petite Caro Louise Ndialle (paix à son âme) par un gendarme en plein contrôle routier dans une zone en crise , en

ces termes : « *décapité sur le chemin de l'école...* ». « *Décapité* » ? Quel mensonge ! « Décapiter » quelqu'un c'est selon le dictionnaire français « petit Robert » *lui séparer la tête du tronc en tranchant*. Pourquoi ne pas utiliser « abattu » ? Peut-être parce que « décapité » est plus barbare et satanique. Identité qu'on essaie de faire porter l'ensemble des forces armées camerounaises et police. Curieusement Florence Ayafor qui elle avait réellement été « décapitée » après avoir été violemment violée, mutilée aux yeux du monde entier, n'avait pas eu droit à ce genre de Une. L'analyse qui se développe autour de ces deux cas de figures, s'assimile à une banalisation de certaines vies humaines. Certaines vies seraient-elles minimisées par rapport aux autres ? Un agenda serait-il caché derrière de tels agissements de deux poids deux mesures sur des faits d'une portée identique ? Non aux Unes mensongères et incendiaires ! Non à ces médias qui accusent. Minimiser certaines douleurs et vies sont des pilules amères qui ne passent pas dans la gorge. Evidemment nous n'interdisons pas l'utilisation des termes agressifs, mais de les utiliser avec un souci de préservation de paix. « Massacre », « décapité », « assassinat » etc. ne vont pas dans le sens de préserver la paix lorsqu'ils sont mal employés. Dans un contexte où les médias sont censés être de véritables canaux de promotion et maintien de la paix, ils deviennent davantage de redoutables outils de propagande, (Bougui Jean Jacques et Agbobi Christian, 2017, p.9.). On observe de plus en plus la désinformation, la manipulation citoyenne les discours de haine qui sont une entrave pour la paix et la stabilité. Il faut donc prendre conscience qu'il y'a des communautés, des personnes, des races etc. qui souffrent parfois jusqu'au sacrifice suprême derrière ces discours à la haine propagé par les médias. Il faut reconnaître les dangers de cette pratique du journalisme, parce qu'elle regorge d'effets très graves comme les cas du Rwanda et du Burundi que nous avons présenté. Plusieurs médias Camerounais ont été taxés à tort ou à raison de ternir l'image du pays et d'inciter à la haine sous le fallacieux prétexte

du respect des lignes éditoriales. Lesquelles pratiques qui sont de graves manquements professionnels qui exacerbent les tensions déjà existantes sur l'unité nationale et la paix sociale dans un pays en crise. C'est le cas par exemple des chaînes de télévision *Equinoxe*, *canal 2 international*, et *STV* ? le quotidien *le Messenger*, des journaux anglophones à l'instar de « *Cameroon post* », « *The times journal* » « *Guardian post* », qui avaient été cités nommément dans un communiqué diffusé le 20 janvier 2017 sur la CRTV par le président du conseil de la communication (CNC), l'organe de régulation. Ce communiqué qui par ailleurs interdit les médias camerounais de traiter des questions de la crise anglophone avec des prises de position favorables à la sécession et au fédéralisme exigé par la minorité anglophone et dont le pouvoir de Yaoundé s'oppose aux dites options a trouvé un écho défavorable au sein des journalistes qui optent pour la résistance. « *La crise anglophone est un problème camerounais. Nous sommes une télévision camerounaise. Donc nous allons en parler.* » Avait réagi Jean Bruno Tagne (Jean Bruno Tagne à l'époque directeur général adjoint chargé de l'information de la chaîne de télévision canal 2 international) à ce communiqué sur les ondes de RFI. Une réaction qui frise du mépris et le non-respect de l'intégrité territoriale. Pour rappel, pour le pouvoir de Yaoundé, s'avancer vers le fédéralisme comme le demande certains *leaders* anglophones, c'est tendre vers la sécession. Du coup tout discours favorable au fédéralisme fait l'objet de la censure (Ngono Simon, 2019 p.13). Stop à l'hypocrisie et à la fourberie. Car on ne peut se prévaloir d'être un média sérieux et laisser prospérer la calomnie et la diffamation sur ses antennes et plateaux.

Etant capable du pire, les médias devraient aussi être capables du meilleur dans la prévention des conflits. Car « *dans un pays déchiré, les médias peuvent tout aussi bien préparer les esprits à la paix* » (Jean-Paul marthoz, Marie soleil Frère et alt, 2005 :1).

## 2. Médias et sortie de crise

« *La mission des journalistes professionnels n'est pas de réduire les conflits. Leur mission est de diffuser des informations exactes et impartiales. Mais une bonne pratique du journalisme peut souvent mener à la réduction d'un conflit.* » (Ross Howard, 2004, p.8). Dans nombreux de pays en crise, comme le Rwanda, le Cameroun, la Centrafrique, la Cote d'ivoire, le Mali, etc., les médias ont contribué à un moment donné de façon consciente ou inconsciente à attiser les crises.

### 2.1. La sensibilisation et la promotion de la paix,

Loin de nous l'idée d'exiger aux médias de dissimuler l'information en niant par exemple l'existence du conflit, mais de la présenter de manière à conscientiser les masses pour tenter de résoudre le problème, éclairer le peuple de fond en comble sur les dessous du conflit. Selon Marie Louise Thiaw (2010, p.15) Les médias ne peuvent sans doute pas à eux seuls mettre un terme aux conflits, mais ils peuvent contribuer à l'instauration d'un climat plus apaisé durant les périodes de vives tensions. Car les messages que diffusent les médias ont un impact considérable sur nos sociétés. C'est par exemple le cas de radio « okapi » en RDC (un pays qui fut secoué par la guerre pendant des décennies) dont l'objectif fut de d'accompagner le processus de paix a aidé à créer un sentiment d'unité nationale à travers la diffusion des émissions de dialogue inter-congolais et des programmes portant entre autres sur les droits de l'homme, dans les quatre langues nationales (Lingala, Swahili, Tshiluba, kikongo) et en français (Marie Louise Thiaw, 2010, p.33). A défaut d'être des partisans de la haine et la division comme l'image a déjà été dépeinte, ils doivent être les partisans de la paix. C'est à dire armer moralement, psychologiquement, civiquement la population qui est constituée pour la plupart de consommateurs passifs qui croient religieusement à tout ce qui est médiatisé.

## **2.2. La diffusion des messages de tolérance et d'acceptation**

Afin de trouver le chemin de la vérité et du pardon. C'est-à-dire inculquer au public l'esprit de vivre ensemble loin du tribalisme communautaire ou *nombriliste* ; car le rôle des médias est bien sûr de véhiculer des idées et des idéaux qui en valent la peine et contribuent à bâtir un avenir meilleur. Cette initiative de promotion de la paix nécessite un dialogue parfois interactif donnant la parole aux parties en conflit pour faire entendre leurs points de vue dans la transparence de la présentation des problèmes du conflit (Kirthi Jayakumar, 2015). En offrant aux citoyens la possibilité de s'exprimer sur les problèmes que subit la société avec des tranches d'antennes et émissions portant sur les fondements de la crise, les moyens d'en venir à bout, les conséquences néfastes de la violence, etc. Afin d'élever l'esprit des populations aux idéaux pacifiques. Les médias doivent s'emparer des crises en multipliant des appels à vigilance et à la collaboration avec les forces de sécurité et de défense dans leur mission de protection des populations et de l'intégrité territoriale (Bella Meka, 2019 p.41).

## **2.2. La lutte contre l'extrémisme violent**

C'est dans le traitement et le rendu de l'information que les choses peuvent être dénaturées. Conscient que la situation soit critique dans les zones anglophone certains médias arrivent à garder un peu de lucidité dans l'analyse des faits qui s'y déroulent en accordant de l'attention aux efforts de paix mené par le gouvernement en démasquant les mensonges et dissimulations (Kirthi Jayakumar, 2015) des partisans de cette guerre dans l'optique d'apaiser les cœurs et éviter l'extrémisme violent. L'une des preuves de cet apaisement étant la tuerie du 14 février 2021, de plusieurs civils dont la responsabilité reste à établir entre le gouvernement et les milices séparatistes qui se rejettent la responsabilité des crimes constatés. On peut lire dans le journal *The post* « *mais si le système s'ébat autant pour se disculper, c'est bien qu'il y'a un fort soupçon d'actes crapuleux* »

*commis par ses soldats* ». Le journal *repères* pour apporter l'équilibre dans cette surenchère qui ressemble beaucoup plus à une cabale contre le gouvernement et les forces de défense réponds « *ceux qui jettent ainsi l'anathème sur les forces de défense et de sécurité semblent, oublier le rôle crucial qu'elles jouent dans ces deux régions où perdure des vellétés sécessionnistes depuis trois ans* ». Un média de paix ne publie pas le sensationnel, pas de photographies de cadavres ou de sang versé, (Bella Meka, 2019). Ses titres et textes vont dans le sens de la paix, la cohésion sociale, la non-violence et le gâchis d'une guerre fratricide. Enfin les médias ont leur part de rôle à jouer pour mettre fin à l'extrémisme violent en évitant les articles criminalisant des religions, incitant aux discriminations ethniques.

### **III- La communication de crise**

#### **1. L'information en temps de crise**

L'information est un outil très sensible en temps de paix et plus encore en période de crise. Elle intègre la communication de crise dans le processus de pacification et de prévention et de gestion des crises (Kapferer, 1990 :71).

##### **1.1 Les techniques de la communication de crise**

La communication de crise se structure uniquement sur les techniques de communications que les acteurs utilisent pour véhiculer les messages à l'opinion publique. Tandis que la notion d'information en temps de crise est un ensemble des techniques utilisées par les médias dans le processus qui conduit à la résolution, à la prévention et à la gestion efficace des conflits (Frère, 2005 : 47-47). Elle se matérialise par son approche technique et didactique dans la gestion de l'information en temps de crise. Nous nous inspirons de la « médiocratie » qui est l'implication ou encore mieux l'influence des médias dans la consolidation de la démocratie,

forme de gouvernement la plus crédible des sociétés modernes (kuengienda, 2015 : 87).

La maîtrise de l'information en temps de crise peut aider à mieux gérer les informations qui sont relayées par l'ensemble des médias aujourd'hui. Certains chercheurs ont déjà souligné l'importance des médias dans la promotion de la paix. C'est le cas au Sénégal de l'ONG Panos d'Afrique de l'Ouest qui, pour pacifier le conflit de la Casamance, avait lancé une série de feuillets radiophoniques. Ce projet envisageait la valorisation des différences culturelles et linguistiques et ethniques en soulignant que :

« Les média ou canaux encourageant la paix peuvent prendre la forme de programmes radiophoniques, de débats, de dialogues de proximité, de documentaires et de divertissements tels que le théâtre ou les feuillets radiophoniques qui retracent des histoires de conflits résolus avec succès. Les « médias de paix » peuvent aussi inclure des canaux traditionnels de communication comme la musique, le théâtre de rue, les bandes dessinées et les affiches qui attirent l'attention des populations victimes d'un conflit vers des solutions alternatives » (kuengienda, 2015 : 87).

Autrement dit, l'implication des médias dans la résolution des conflits constitue un champ nouveau dans les relations internationales même si certains Etats investissent de plus en plus sur le développement des médias afin qu'ils puissent jouer leur rôle de médias de communication, en les insérant dans le cadre des outils de communication massive ( Assiène, 2005, 62). La puissance d'un Etat ne se limite plus aujourd'hui à la seule puissance de forces de sécurité et à leur faculté à assurer sa sécurité intérieure et transfrontalière, ou alors à sa prospérité économique, produit intérieur brut et indice de développement humain (PIB, IDE...). La puissance des Etats modernes se structure également autour, de la capacité de leurs médias à influencer l'opinion publique nationale et internationale car il existe désormais dans les relations internationales une autre

typologie de guerre que nous pouvons appeler la guerre des médias « *Soft power* » ou la guerre communicationnelle (Bougnou, : 60). Et cette guerre de communication fait désormais parti de la diplomatie internationale même si son caractère reste discret et subtile. C'est d'ailleurs dans cette lancée que certains pays du nord n'hésitent à doter leurs médias de grands moyens financiers pour contrôler l'information à travers le monde, car l'information étant un outil de pouvoir (Fame Ndongo : 87). C'est le cas des médias tels que *France 24*, *RFI*, *BBC*, *Le New York Time*, *Le Monde Diplomatique* qui sont aujourd'hui classés parmi les plus puissants au monde à cause de leur présence par correspondance dans tous les pays du monde entier

Dans la résolution, la prévention des conflits, les médias occupent une place remarquable pour promouvoir une paix durable.

### **1.1.1 La place des médias dans les conflits contemporains**

La résolution des conflits contemporains se matérialise également par l'implication des médias dans la pacification des différents acteurs. En effet, la guerre de l'information ne date pas d'aujourd'hui (Chaniac, 2005 : 44). Les médias ont toujours été en avant garde dans les conflits. L'utilisation des médias en général et de la communication dans les conflits vise à rassurer l'opinion publique de l'évolution de la situation et des grandes décisions qui sont prises par les décideurs ( Frère, 2005 : 49).

Le traitement de l'information en temps de crise détermine une autre dimension dans les affrontements, car « les périodes de conflit sont souvent aussi des moments où les relations entre pouvoir publics et médias (privés ou publics) se complexifient, marquées tantôt par la manipulation, ainsi que par la nécessité de concessions mutuelles ». Les impératifs d'informer et ceux d'assurer la sécurité des citoyens relèvent de logiques différentes, parfois divergentes et même incompatibles. Pendant les crises, les reporters d'images de guerre livrent donc un regard



à la fois direct qui informe la population sur les différents détails du terrain des opérations.

Les médias dans ce cas sont souvent considérés comme les témoins des conflits, détenant dès lors des informations plus crédibles. L'une des préoccupations les plus importantes des gouvernants aujourd'hui reste la communication et la maîtrise des médias en temps de crise ou de conflit (Giblin, : 64), compte tenu du flux d'information à gérer pendant ces moments. C'est dans cette logique que la majorité des Etats du monde élaborent le plus souvent des stratégies bien précises pour échanger avec l'opinion publique. La mobilisation des médias sur le champ des conflits participe à la reconfiguration des enjeux sécuritaires c'est-à-dire que, les médias ne sont plus simplement des spectateurs dans le déroulement et le maintien de la paix.

## **2. Les médias de paix**

Ils sont considérés ici comme faisant partie intégrante de ceux qui travaillent pour la consolidation de la paix. Dans les conflits contemporains, les médias sont incontournables dans la gestion de crise. Au Cameroun, l'armée accompagne le plus souvent des reporters sur le champ des opérations afin que ces derniers puissent eux même directement s'imprégner de la situation pour mieux informer l'opinion publique (Meloupou, 1998 : 9).

### **2.1. La révolution Web**

En bouleversant les échanges d'informations, Internet révolutionne toutes les informations sociopolitiques. L'avènement d'une société de l'information draine ses controverses et ses interrogations politiques, juridiques, géopolitiques, économiques, éditoriales, sociales à l'image des médias traditionnels qui ont façonné les sociétés modernes (Frère, 2005 : 94). Internet facilite l'échange d'informations, mises à disposition sur le réseau. Il existe de fortes probabilités

qu'il devienne l'espace de communication favorite dans le processus de consolidation démocratique des Etats. Dans cette logique, le développement des médias numériques peut non seulement pacifier la vie sociopolitique de la nation mais aussi participer à l'éclosion d'une société où les droits de l'homme sont protégés. La compétition électorale en tant que modalité de conquête des atouts politiques et de restructuration différentielle du champ politique est implémentée par les médias, beaucoup plus les médias numériques (Fondation Friedrich Ebert, 2014 :17).

La compétition politique s'érige en procédure démocratique dans la mesure où ce sont les différents acteurs de la scène politique qui sollicitent l'accompagnement médiatique pendant le déroulement des campagnes politiques (Sindjoun, 1997 :16).

La propagation des fausses informations sur les médias sociaux reste un défi permanent dans la communication politique moderne. Certains acteurs manipulent les médias pour contrôler l'opinion publique surtout en période de crise. Par ailleurs, la paupérisation du milieu de la presse expose les journalistes à des pratiques telles que la corruption, le chantage, la partialité dans le traitement de l'information et bien d'autres maux (Frère, 2006 :7). Dans le même sillage, le respect de la déontologie pose un problème avec certains journalistes qui ne procèdent pas par l'investigation des faits avant de publier une information. Ainsi, les journalistes ne doivent pas accepter de recevoir des présents qui visent à modifier ou à falsifier les faits ou une information (Koulevu, : 30). Depuis plusieurs années, les chercheurs étudient comment les médias influencent la situation conflictogène.

Dans cette logique, l'étude des médias est plus complexe dans la mesure où il n'est pas toujours aisé cerner clairement les intentions des belligérants pour transposer à l'effet des médias (Fougier, :10).

### **2.1.1. La communication dans les conflits asymétriques**

Si la communication reste une pièce importante pour résoudre et prévenir les conflits, cela est d'autant plus important dans les conflits où l'ennemi est difficilement perceptible (asymétrique) par opposition au conflit conventionnel. Ici il est question de modeler les esprits des citoyens dans une veille patriotique pour mieux atteindre l'adversaire ; c'est par exemple le cas du combat contre Boko Haram où l'arme la plus efficace reste la communication faite par les autorités visant à intégrer la population dans la préservation de l'intégrité des Etats.

Pendant le déroulement des conflits politiques et armés, les citoyens reçoivent plusieurs signaux qui suscitent l'adhésion des différents camps. Les médias dans ce contexte viennent se greffer comme des supports qui remplacent les véritables intentions cachées dans les agendas des acteurs (Menye Me Mve, :69). Les transformations idéologiques médiatiques exercées sur les populations permettent de les inscrire dans un champ historique considéré comme étant celui de l'effet indirect des médias, dans la mesure où ces derniers ne viennent que pour renforcer l'idéologie déjà présente dans les esprits. Dans le cadre des conflits politiques et armés, il est aisé de constater que les médias sont souvent au centre des préoccupations car chaque acteur cherche à mobiliser idéologiquement les masses en contrôlant par conséquent l'espace médiatique, (Guillaume, :90). L'information doit être un fait vérifiable pour permettre d'avoir la vérité et d'éviter la manipulation, (Ndiaye, 2006 : 2).

## **Conclusion**

En définitive, ce travail mettant en exergue les fonctions des médias dans le processus de prévention, et résolution pacifique des conflits armés et politiques est une modeste contribution dans la perspective d'une paix durable. Il vient ainsi consolider les approches théoriques et pratiques dans un monde

constamment miné par les conflits politiques qui finissent le plus souvent par des affrontements armés, c'est par exemple le cas de la Libye après l'assassinat du Guide libyen Mouhamar Kadhafi, s'en est suivi des affrontements armés opposant différentes fractions de la population. Dans la même perspective, le printemps arabe a également permis de cerner les nouvelles forces politiques exercées par les médias sociaux. En effet, ce mouvement permet d'élucider comment l'instabilité politique mène directement à un conflit armé direct. L'approche fonctionnaliste et structurale permettent ainsi de mieux élaborer la relation qui existe entre les mass-médias et la prévention des conflits armés et politiques. Ce travail permet de comprendre que les médias exercent une influence plus ou moins considérable sur la psychologie d'un soldat que ce soit dans un conflit interne « armée républicaine contre des groupes dissidents » ou encore interétatique, la perception du citoyen dans les médias permet à un soldat d'avoir une psychologie plus forte lorsque celui-ci perçoit directement la reconnaissance de sa mission par une bonne frange de l'opinion publique et de sa hiérarchie.

## Bibliographie

Arsele Alphonse Elemva Elemva, « Médias et gouvernance politique au Cameroun : les enjeux d'une construction démocratique moderne », *Efua*, Vol.2 N° 6 septembre 2022, 82p.

Atenga T. (2014). Communication et journalisme au Cameroun : « affaires » de lucidités croisées, *Les cahiers du journalisme*, Été 2014, n. 26, p.36-55. <http://www.cahiersdujournalisme.net>

Ba A. (2003). *Internet, cyberspace et usages en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 9p.

Bavaud P. (2014). *1994 la radio rwandaise des mille collines : le génocide en chantant*, l'ina éclaire l'actu, le 16 mars

2014, <https://www.ina-eclaire-actu/vidéo/vdx14033724/1994-la-radio-rwandaise-des-mille-collines-le-genocide-en-chantant>, le 30/09/2020.

Bella Meka A. (2019). *Discours sur boko haram : analyse à partir de la presse publique et privée au Cameroun, 2012-2018*, mémoire DIPESII, université de Maroua, 145p.

Bougui J.- J., Agbobli C. (2017). *L'information en périodes de conflits ou de crise : des médias de masse aux médias sociaux numériques* », communication, technologies et développement (en ligne) 2017, mis en ligne le 04 juillet 2017, 18p. Consulté le 16 octobre 2022.

Cathérine B.-I. (2018). *Les médias et la démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 10p. Essono Thomas, 1995, ‘‘La communication politique au Cameroun (structures, contenu et effets)’’, Thèse, Université Panthéon-Assas, Paris II, 203p.

Chrétien J.-p., Kabanda M. (2016). *Rwanda : racisme et génocide*, Paris, Belin, 156p.

Fondation Friedrich Ebert. (2014), Crises et conflits en Afrique de l'Ouest : Quelle politique sécuritaire face aux menaces ? 16p.

Forest C. (2010). *Les massacres à la machette (les raisons de perdre la raison)*, in quel film voir ? presses universitaires du septentrion. Pp.165-188.

Francis C.-K. (2007). *Communication et mobilisation sociale au Cameroun*, Yaoundé, Saagraph, 14p.

Gerstlé J. (2010). *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 193p.

IRIN new humanitarian. (1998). « *L'influence des médias dans la région des grands lacs* » Nairobi, le 26 février 1998, 7p.

Jean-Pierre Meloupou. (1998). Armée et développement de la réalité psychologique militaire à la perspective sociale du développement, Yaoundé, Clé, p29.

Kabanda M., Ngarambe J., Dupaquier J.- F. (1995). *Le Rwanda : les médias du génocide*, Paris, karthala, 403p.

Kirthi j., kayser c., Djabateng F. (2015). *Le journalisme pour la paix et Boko Haram*, in médias et journalisme dans le travail pour la paix, Septembre 2015 pp30-33.

Konaté I. (2015). *Le discours de la baule 20 juin 1990 une nouvelle thérapie pour l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 32p.

Lagarde F. (2012). *Rwanda, 1990-2011 une bibliographie*, université de Texas, 383p.

Marijke v. (2005). *Le cout en vies humaines du génocide rwandais : le cas de la province de gikongoro* » 2005/4, vol.60, pp.401- 439.

marthoz J.-P., Marie soleil F. et al. (2005). *Afrique centrale-Médias et conflits : Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, GRIP, 1<sup>er</sup> juin 2005, 336p.

Michel E.-T. (2001). *Démonopolisation, libéralisation et liberté de communication au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 27p.

Ngono M. (2007). *Souvenirs d'un chevalier du micro ou l'autre face de la scène politique médiatique*, Paris, L'Harmattan, 30p.

Ngono S. (2020). *Les structures médiatiques africaines à l'épreuve de la diversité culturelle. Le cas de la production des contenus informationnels au Cameroun*, Gresec, université de Manouba, Tunis, 34p.

ONU. (2019). *Stratégie et plan d'action des nations unies pour la lutte contre les discours de haine*, Mai, 7p.

Reporters sans frontière. (2002). *Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflit ou de tension*, 3p.

Ross H. (2004). *Pour un journalisme sensible aux conflits*, IMPACS, 26p.

Soleil Frère. (2006). *Rôle des médias dans la gestion des conflits*, 7p.